

Guerre d'Algérie : mouvements de solidarité en France et gauche radicale

mercredi 11 avril 2012, par [PATTIEU Sylvain](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2012).

Sommaire

- [Les réseaux de solidarité \(...\)](#)
- [Le combat antifasciste](#)

L'opposition à la guerre d'Algérie a été un creuset pour la gauche radicale. Elle a vu d'abord émerger des groupes militants qui se sont engagés contre la guerre ou en solidarité avec le FLN. La lutte contre l'OAS et le combat antifasciste ont pris également une dimension fondatrice.

Les réseaux de solidarité avec le FLN

Les réseaux les plus célèbres, Jeanson et Curiel, ont été ceux des porteurs de valises dont l'une des principales activités consistait à transporter les cotisations prélevées par l'organisation nationaliste sur les quelque 220 000 Algériens présents en métropole (ils sont 350 000 en 1962). Les nombreuses arrestations opérées par la DST dans le réseau Jeanson en 1960 sont à l'origine du procès mémorable de septembre et octobre 1961, qui donna lieu au Manifeste des 121, texte dans lequel des personnalités intellectuelles et du monde du spectacle déclaraient soutenir l'insoumission et l'aide au FLN. De nombreux jeunes hommes et femmes, révoltés par l'usage de la torture et par l'action colonisatrice de la France, y ont participé. Ils étaient mus par des objectifs politiques bien loin de l'image donnée par le récent film Hors-la-loi de la porteuse de valise folle amoureuse d'un Algérien. Des réseaux se sont également mis en place, comme le mouvement Jeune Résistance, pour cacher et faire sortir du pays les réfractaires et déserteurs qui refusaient d'aller combattre en Algérie. L'historien Tramor Quemeneur estime leur nombre à 12 000 (en comptant les insoumis), soit 1% des rappelés pendant la guerre d'Algérie.

Trotskistes et guerre d'Algérie

Une partie du mouvement trotskiste, dans la lignée d'une tradition anticolonialiste manifestée déjà lors de la guerre d'Indochine, a participé à ce mouvement qui dépassait l'audience habituelle de leurs groupes, recrutant ainsi une nouvelle génération de cadres et de militants. Le Parti communiste internationaliste dirigé par Pierre Frank a ainsi constitué le premier réseau de soutien au FLN, au début 1955. Les trotskistes assurent l'impression de tracts du FLN adressés aux nombreux ouvriers algériens qui vivent en métropole avec leur famille, dont « l'impôt révolutionnaire » est nécessaire pour la guerre en Algérie. Les tracts sont imprimés en Belgique, envoyés à divers membres du PCI, et répartis ensuite par les militants trotskistes dans divers bars et commerces « amis » du FLN. L'impression se fait ensuite clandestinement à Paris. C'est Pierre Avot-Meyers, permanent chargé du soutien au FLN, qui s'en occupe. Le travail se diversifie, comprend l'impression de tracts, la fabrication de faux papiers.

La IV^e Internationale dans son ensemble est chargée par l'intermédiaire de Michel Raptis, dit Pablo, un dirigeant d'origine grecque, de deux opérations d'envergure, la construction d'une usine d'armes pour le FLN en 1960 au Maroc, et en 1961 la fabrication de fausse monnaie pour le compte de ce même FLN.

Concernant l'usine, en 1960 le FLN parvient de plus en plus difficilement à se procurer des armes : les services secrets français ont su décourager les trafiquants d'armes. Les dirigeants FLN contactent Pablo et mettent en place une usine de mortiers et de pistolets-mitrailleurs, camouflée dans une ancienne orangerie. Pablo s'occupe des machines, de provenance diverse (pays de l'Est, Chine...), tout comme les ouvriers, en majorité algériens, mais aussi allemands, grecs, argentins. Il y a aussi un Français, Louis Fontaine. L'usine fonctionne jusqu'à l'Indépendance, Pablo y prononce un discours après la production du 5 000^e pistolet-mitrailleur.

La fabrication de fausse monnaie, dont les différentes étapes doivent se dérouler en Allemagne et aux Pays-Bas, se solde par un échec. Pablo décide de l'opération en secret et la met en œuvre avec le dirigeant de la section hollandaise, Salomon Santen, et un imprimeur libertaire d'Amsterdam. Alors que les machines, le papier et les dessins sont prêts, juste avant l'impression, la police intervient, conjointement en Allemagne et aux Pays-Bas : l'un des assistants de l'imprimeur est un informateur des services secrets hollandais. Tous sont arrêtés et risquent de lourdes peines pour un délit de droit commun. Le procès se transforme en tribune politique. Pablo obtient le soutien de personnalités, comme Jean-Paul Sartre, Isaac Deutscher ou Salvador Allende. Pablo et Santen ne sont ainsi condamnés qu'à des peines faibles compte tenu des faits reprochés, quinze mois de prison.

Le combat antifasciste

Etant donné le développement de l'OAS, des militants impulsent une activité antifasciste à l'intérieur de l'UEC. Alain Krivine, jeune militant très critique vis-à-vis de la position du PCF sur la guerre d'Algérie, est devenu trotskiste en participant, par l'intermédiaire de ses frères Jean-Michel et Hubert, au réseau de soutien au FLN du PCI. Il parvient, en liaison permanente avec Michel Fiant, membre du bureau politique du PCI, à regrouper les militants les plus radicaux de l'UEC autour d'une activité « antifasciste », celle du FUA (Front universitaire antifasciste). Le FUA tire sa force d'un but simple et concret : il faut « tenir le Quartier latin » contre les partisans de l'OAS qui tentent de vendre leurs journaux ou de distribuer leurs tracts. L'antifascisme du FUA est fortement teinté de lutte pour l'indépendance de l'Algérie, et l'activité principale consiste à se battre contre les partisans de l'Algérie française. Ainsi un réseau d'étudiants prêts à réagir rapidement en cas d'apparition de militants d'extrême droite est mis en place. Ceux qui portent l'activité du FUA, Alain Krivine, Marie-Noëlle Thibault ou Pierre Goldman, sont les cadres du courant oppositionnel de gauche de l'UEC ; ils sont exclus en 1965 lors du 8^e congrès de cette organisation. Le FUA a permis de structurer leur courant par des perspectives concrètes.

Après l'Indépendance

Une partie des soutiens au FLN s'installent en Algérie à l'indépendance. Ils sont appelés les pieds-rouges. Certains risquent la prison en France, d'autres veulent construire la nouvelle société algérienne. Beaucoup sont frappés par le décalage entre l'Algérie imaginée pendant les années de lutte et celle qu'ils découvrent. Certains sont chassés lors du coup d'état de Boumediene en 1965. Tout comme Cuba à la fin des années 1950, Alger est un temps un lieu d'effervescence qui participe à jeter les bases du mouvement tiers-mondiste.

Sylvain Pattieu

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 30 (mars 2012).